

Nos luttes gagnantes !



Un amateurisme du gouvernement

Il paraît très difficile d'imaginer qu'on puisse manquer aussi radicalement chacune des étapes de la lutte contre la crise sanitaire, économique et sociale. L'appareil d'Etat s'est illustré par son « amateurisme » depuis un an avec les masques puis les tests et aujourd'hui la vaccination. Concomitamment la pauvreté et la précarité explosent, le chômage poursuit sa progression, l'économie est soutenue à bout de bras à coups de dettes qui nous font craindre une exacerbation des politiques de rigueur et d'austérité : En somme jamais les riches ne mettront la main à la poche, mais les salariés, les précaires, les privés d'emplois, les jeunes et les retraités vont non seulement payer un lourd tribut, mais ils seront littéralement tondus, pressurisés comme jamais et figés dans un bloc de régression sociale que nous prépare ce gouvernement Macron.

Des gouvernements ultralibéraux sourds à la population

Pour expliquer un désastre d'une telle ampleur dans la sixième puissance économique mondiale, il faut manifestement rechercher des causes profondément ancrées dans le logiciel de nos gouvernants et le fait que le pays soit dirigé actuellement par un courant politique revendiquant son ultra-libéralisme outrancier (pour ne pas dire caricatural).

Ces causes sont évidemment multiples mais il semble que la principale tient à la conception de l'économie faite par et pour les riches.

Le problème structurel avec ces gouvernements c'est qu'ils sont construits dès le départ pour être le plus imperméable possible à la voix des travailleurs et de la population. Nous sommes en butte à un modèle hiérarchique et vertical qui ne soucie pas des difficultés dans lesquelles des millions de travailleurs, de précaires, de jeunes, de retraités s'enlisent un peu plus chaque jour. Avec cette « élite administrative » issue d'un milieu social très restreint, d'une caste, persuadée d'être beaucoup plus intelligente que tout le reste du pays et convaincue de mieux savoir ce qui est bon pour nous, nous sommes confrontés à des sbires du capitalisme dont les agissements doivent nous pousser à la lutte. Ces travers ont encore été renforcés ces dernières années par l'arrivée au pouvoir d'un énarque sans aucune expérience d' élu qui se prend à la fois pour Jupiter et Bonaparte.

Un tel appareil d'Etat est structurellement incapable de répondre aux besoins du pays, il est construit pour surtout ne pas les écouter. Il est de même structurellement incapable de corriger ses propres dysfonctionnements puisque ça impliquerait que ceux qui sont en « haut » s'intéressent et tiennent réellement compte de ce qui se passe en « bas », or la crise sanitaire aura révélé une fois encore que nous en sommes bien loin.

La dette ne doit pas nous faire taire !

C'est terrible, insoutenable, effrayant, rendez-vous compte, l'Etat s'endette à des hauteurs vertigineuses pour soutenir l'économie. On entend déjà les caciques de l'austérité et les conservateurs patentés entonner le même chant : celui de la rigueur et de l'austérité.

Coupons court d'emblée à cette petite musique qui bruisse déjà et prendra de l'ampleur. Oui il était nécessaire de soutenir et de multiplier les dépenses publiques, mais il y avait d'autres choix que d'aller se financer sur les marchés. Les modes de financement et les dépenses/ investissements publics le sont des choix politiques.

Nous pourrions annuler tout ou partie des dettes ou décider de nous financer autrement. D'ailleurs l'urgence n'est absolument pas la dette mais le soutien à la relance, et pour ce faire les solutions nous les connaissons : création d'emplois pérennes, augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux, extension et ouverture des droits pour les jeunes. Impulser des dépenses et des investissements publics, notamment dans la nécessaire transition écologique.

Pour une politique sociale et solidaire

Le problème de la France ce n'est donc pas tant la dette, que le besoin urgent de définir une véritable politique sociale et solidaire qui en ces temps incertains doit redonner à tous les moyens de vivre dignement et de se projeter avec plus de sérénité dans l'avenir. Et ce n'est pas une utopie inatteignable : avec des niveaux de dépenses publiques équilibrés, rapportés à un patrimoine qui est celui de la 6e puissance économique mondiale nous avons largement les moyens d'y parvenir.

Alors plus que jamais nous appelons à résister aux discours fatalistes, alarmistes et orientés dans le fond qu'au bénéfice des plus aisés pour construire et préparer les luttes qui nous permettront d'imposer le choix d'une société plus juste et solidaire. Cette crise sanitaire aura mis en évidence et de façon dramatique les profondes inégalités qui règnent partout, à nous de nous saisir de cette épreuve pour imposer dans le fond une vision de la société que nous portons depuis toujours.

Des difficultés...vers la lutte

Lorsque l'on connaît le désastre sanitaire, psychologique, social du chômage, de la pauvreté, de la précarité, sans parler de son énorme coût économique, un simple calcul coût / bénéfice nous montre que s'il y a, pour la société, une liberté à privilégier sur l'autre, c'est celle du travailleur, du privé d'emploi, des jeunes et des retraités.

Aujourd'hui le nombre de millionnaires et milliardaires augmente et les pauvres sont toujours plus nombreux. Nous déplorons l'effondrement organisé des services publics et casse de la protection sociale.

Se déplacer, s'éduquer, se soigner, se loger, avoir un bon travail, bref, pouvoir construire sa vie, est devenu beaucoup trop difficile pour beaucoup trop de gens.

**IL FAUT QUE CELA CESSE,
ALORS FAISONS DES DIFFICULTÉS D'AUJOURD'HUI
LE TERREAU DES LUTTES GAGNANTES DE DEMAIN**

ALORS, TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION :

- **LE JEUDI 21 JANVIER AVEC LA SANTÉ POUR LE 100 % SÉCU !**
- **LE SAMEDI 23 JANVIER POUR INTERDIRE LES LICENCIEMENTS AVEC L'APPEL DES SALARIÉS DE TUI.**
- **LE MARDI 26 JANVIER AVEC L'ÉDUCATION POUR LA DÉFENSE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**
- **LE JEUDI 28 JANVIER AVEC L'ÉNERGIE POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE À 100 % !**
- **LE SAMEDI 30 JANVIER POUR LE RETRAIT DU PROJET LOI SÉCURITÉ GLOBALE ET DES TROIS DÉCRETS DE LA HONTE.**
- **LE JEUDI 4 FÉVRIER POUR LA DÉFENSE DE L'EMPLOI.**